

SCHWEIZERISCHE VERTRETUNG
REPRESENTATION SUISSE

B O N N

FAX 0049 228 81 00 819

T E L E F A X

NR. 183*Chenau-Repond*

(VIA EDA TELEGRAMMDIENST)

ANZAHL SEITEN:
(INKL. DECKBLATT) 3PRIORITÄT:
NORMAL

EILT

XXXXX

FLASH

KLASSIFIKATION:

OFFEN

CHIFFRIERT

XXXXX

AN: D F A E / Div. pol. I

FAX NR. (0041) 31 21 51 82

I/Zeichen
v/réf.I/Nachricht v.
v/commun. duU/Zeichen
n/réf. *u*Datum
date

061.41-IH/MM

08.10.1993

Visite officielle de travail du Chancelier fédéral Kohl,
18 octobre 1993

En annexe, et en réponse à votre communication du 28 septembre 1993, vous recevez encore, en complément de mon RP 42/93, une brève contribution concernant l'aspect stabilité en Europe, qui figure à l'ordre du jour des entretiens avec le Chancelier Kohl.

Les informations qui y figurent ont été recueillies par mon premier collaborateur auprès de M. Bertram, chargé des affaires de sécurité à la Chancellerie fédérale.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE

Chenau-Repond

(Dieter Chenaux-Repond)

Annexe mentionnée**Dodis**

Le Chancelier Kohl vient en Suisse avec un plaisir évident dans le but de soutenir notre participation à la construction européenne, persuadé qu'il est que la Suisse est un maillon incontournable de la chaîne qui se construit.

La stabilité en Europe, ou plutôt son instabilité actuelle, inquiète fortement Kohl. Les questions suivantes restent posées:

- Comment les pays membres de l'Alliance doivent-ils concevoir l'OTAN de ces prochaines années? On sait que de nombreux pays sonnent à la porte. Un élargissement peut contribuer à intégrer les MOE dans le coeur de l'Europe à accélérer leur processus de démocratisation, mais risque aussi de dénaturer l'OTAN. D'ailleurs, celle-ci ne l'est-elle pas déjà, alors qu'elle n'a plus d'ennemi spécifique?
- L'Allemagne a un intérêt évident à l'inclusion des MOE dans une nouvelle Europe stabilisée. Elle ne serait plus une marche de l'Europe, mais au coeur de celle-ci, protégée aussi à l'est. Mais si par l'élargissement on affaiblit en même temps l'OTAN, l'Allemagne n'y perdrait-elle pas finalement au change?
- La Russie demande un rapprochement. Si les membres de l'Alliance se montrent réservés ne prêtent-ils pas la main à un sentiment de frustration, les Russes ne comprenant pas comment on peut de bonne foi prétendre travailler avec eux, alors qu'on leur refuse l'accès à l'OTAN, traditionnellement dirigée contre la menace potentielle qu'ils représentent aux yeux des membres de l'Alliance?
- L'OTAN, si elle s'élargit, perdra son rôle opérationnel. Egalement parce qu'il n'y a plus d'ennemi, au sens classique du terme, contre lequel elle aurait, par hypothèse, à agir. Dans ce cas, l'Alliance, qui se transformerait dans un instrument de politique de stabilité et de sécurité, aurait-elle encore sa raison d'être? En effet, elle ressemblera de plus en plus à la CSCE, avec laquelle elle risquera de faire double-emploi.

- Quant au plan Balladur, autre élément à considérer dans cette architecture de la stabilité en Europe, il faut éviter de créer de nouvelles structures. Il doit être incorporé à la CSCE. Il doit permettre de stabiliser les foyers de crises potentielles dans les pays issus de l'éclatement de l'Empire soviétique. L'Europe et la Communauté en particulier n'ont que faire de membres qui pourraient susciter en son sein de nouveaux problèmes de sécurité.

A la Chancellerie fédérale, on attend avec impatience et intérêt le "Livre blanc", en gestation à Paris, sur la politique de sécurité que la France entend suivre ces prochaines années. Dans ce débat, qui tient beaucoup à coeur au Chancelier, le tandem Bonn-Paris est à nouveau au centre. C'est de lui que dépend la configuration du pilier "union politique et de sécurité" de l'Europe, auquel le Chancelier attache une priorité incontestable.

Bonn, le 8 octobre 1993 - IH/MM